

# CORRIGE

**Ces éléments de correction n'ont qu'une valeur indicative. Ils ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité des autorités académiques, chaque jury est souverain.**

# PROPOSITION DE CORRIGE

La commission de choix de sujets a rédigé cette proposition de corrigé, à partir des enrichissements successifs apportés aux différents stades d'élaboration et de contrôle des sujets. Pour autant, ce document ne vise pas l'exhaustivité mais tente simplement d'apporter à chaque question, les éléments de réponse couramment admis par la communauté enseignante.

Il est donc tout à fait normal que certaines copies proposent des pistes voisines de celles du corrigé ou encore que des élèves aient choisi de développer certains points qui leur ont semblé correspondre à une compréhension plus large de la question posée. Il appartient aux correcteurs de ne pas se laisser « enfermer » par la proposition de corrigé et d'analyser les productions des candidats avec intelligence en n'hésitant pas à valoriser ceux qui font preuve de capacités d'analyse et de réflexion.

Par ailleurs, certaines questions peuvent aborder des sujets qui font débat ou pour lesquels les savoirs ne sont pas encore stabilisés. Il en est ainsi de certaines thématiques propres à l'économie, particulièrement sensibles au contexte social et politique.

Les correcteurs doivent s'efforcer de faire abstraction de leurs propres positions et faire preuve d'ouverture d'esprit en cherchant avant tout à différencier les candidats en fonction de leur capacité à percevoir le sens d'une question et de la qualité de l'argumentation qu'ils développent.

En conclusion, les propositions de corrigés apportent des repères sur lesquels a été trouvé un large consensus. C'est ensuite à la commission de barème de les compléter par des éléments plus fins d'appréciation permettant de valoriser les candidats disposant d'un ensemble de connaissances organisé, d'un esprit d'analyse satisfaisant et capables de produire sous forme écrite le résultat d'une réflexion. En tout dernier lieu, c'est au correcteur que revient la lourde responsabilité de prendre le recul nécessaire par rapport au corrigé et d'évaluer les travaux avec un souci d'objectivité en n'oubliant pas que le niveau des candidats ne peut en aucune façon être comparé avec celui de l'université dans le domaine des sciences économiques.

## PREMIÈRE PARTIE : travail méthodologique

### **1. Les forces et les faiblesses des échanges de biens et services de la France**

Depuis plusieurs années, la France est globalement déficitaire : elle importe plus de biens et de services en valeur qu'elle n'en exporte. Le solde est de presque 26 milliards d'euros en 2006 (si on mesure les importations CAF, à leur coût de revient pour le pays ; une mesure des importations FAB, en termes de compétitivité, aurait diminué le déficit de la moitié, environ 13 milliards d'euros, d'après le tableau lui-même).

- La France prise comme un tout conserve un certain nombre de points forts : agriculture, IAA (conformément à son image de marque), automobile (contrairement aux idées reçues, mais le solde s'amenuise), biens d'équipement (grâce au matériel de transport ferroviaire et aérien), ingénierie (mais qui est noyé dans les « services aux entreprises » du tableau), etc.
- Elle est pénalisée dans d'autres domaines : surtout énergie (à cause du pétrole et du gaz naturel), mais aussi biens de consommation hors automobile, transports...

## **2. Les conséquences d'un euro fort sur les échanges de biens et de services des pays membres de la zone euro**

La zone euro comprend actuellement 13 pays de l'UE (à la date de ce corrigé). L'euro est dit fort quand il s'apprécie, quand il procure plus d'unités d'une autre monnaie (dollar américain, livre britannique, yen japonais...).

- Si l'euro s'apprécie vis-à-vis de la monnaie du pays client, l'exportation du pays de la zone euro voit son prix augmenter en devise. C'est le cas, par exemple, des avions Airbus qui sont facturés en dollar. L'appréciation de l'euro nuit à la compétitivité prix des exportations européennes.
- Symétriquement, le prix d'une importation par un pays de la zone euro libellée en devise dépréciée baisse en termes d'euros. Actuellement, l'augmentation du prix du pétrole en dollar sur le marché mondial de l'énergie est en partie annulée par l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar.

Mais quand les pays membres de la zone euro commercent entre eux, ce qui est le cas pour la plus grande partie de leurs échanges, les fluctuations des marchés de change n'ont aucune conséquence sur leurs exportations, ni sur leurs importations.

## **3. Les causes du déficit des échanges de biens et de services de la France**

La documentation mentionne –pour les écarter- l'euro fort et les 35 heures. Chacun des articles avance une autre raison au déficit des échanges de biens et de services de la France.

- La spécialisation insuffisante de l'économie française. Son caractère trop généraliste ne répond pas à la demande mondiale, notamment celle des pays émergents qui connaissent la plus forte croissance et elle souffre au contraire de leur concurrence grandissante.
- Les entreprises françaises sont-elles suffisamment installées sur des marchés dynamiques
- Compétitivité prix et hors-prix (y compris dans la zone Euro)
- La taille des PME en France. La majorité des PME est composée de petites entreprises (- de 50 salariés) qui ont des difficultés pour proposer leur production à l'étranger.

La correctrice/ le correcteur peut évidemment accepter d'autres explications (que celles puisées dans les annexes 2 & 3) : les prélèvements obligatoires, le coût de la main d'œuvre, etc.

## **4. La spécialisation d'une économie nationale**

Adam Smith avait démontré que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il détient un avantage absolu (en langage moderne, il est plus productif pour ce bien ou ce service) et à recourir à l'échange pour se procurer les autres produits. Chaque pays trouve alors son compte au libre échange. Cela rendrait bien compte de la spécialisation de la Chine et des autres pays émergents dans les industries qui nécessitent beaucoup de main-d'œuvre peu qualifiée et les pays d'Europe occidentale, le Japon et les Etats-Unis dans des activités à forte innovation.

Mais que se passe-t-il si un pays est plus efficace pour tous les produits ?

Même dans ce cas, en l'absence d'un avantage absolu pour les autres, Ricardo permet de justifier la division internationale du travail et donc le commerce international. En effet, le produit mondial augmente pour le même effort productif si chaque pays se spécialise dans les productions pour lesquelles il est *comparativement* le plus avantage, soit où sa supériorité est la plus forte, soit où son infériorité est la plus réduite.

L'avantage, qu'il soit absolu ou comparatif, est considéré par les classiques comme une donnée, comme endogène, ce qui est critiquable du point de vue de l'analyse et a entraîné des perfectionnements depuis (HOS, etc.) et des contestations dès leur apparition (List...).

D'ailleurs, dans les faits, la spécialisation ne semble pas toujours s'imposer et la DIT n'est pas toujours claire. Ni la France, ni l'Allemagne, ni l'Italie ne renoncent à produire des voitures (...et la Chine commence à le faire). Ni les Etats-Unis, ni le couple Allemagne-France ne renoncent à produire les avions moyen et long courrier (et la Russie veut revenir sur ce marché).

En outre, apprécier la spécialisation d'un pays au critère de ses exportations et importations est réducteur :

- L'annexe 3 suggère de prendre plutôt en compte le poids total des secteurs productifs du pays que les balances.
- La prise en compte de l'internationalisation des groupes (par exemple par les IDE mesurés en stock) relativise l'importance contemporaine des flux d'échanges de biens et de services... et les explique en partie.

## **DEUXIÈME PARTIE : développement structuré**

### **Les voies de la compétitivité pour les entreprises françaises**

#### **Actualité du sujet**

Difficultés rencontrées par Airbus

Déficit des échanges de biens et services.

Accusation envers l'euro fort

Inquiétude vis-à-vis des délocalisations

Débat sur la déclin de la France

Pronostic de désindustrialisation des anciens pays avancés

Fin des dernières protections des entreprises françaises (ouverture à la concurrence de la poste, de l'énergie, des marchés publics...)

Hausse du coûts des matières premières

...

## Les termes du sujet

- Entreprise : acteur de la production marchande
- Françaises : au sens de résidente, au sens juridique, nationalité de société-mère ou tête de groupe en fonction du pays d'origine, du siège social, des actionnaires, de la direction...
- Compétitivité : capacité pour une entreprise de résister ou de s'imposer à la concurrence (ici aux entreprises du reste du monde)

## Problématiques possibles

Il est communément admis que les entreprises doivent être compétitives pour s'adapter à un contexte de plus en plus concurrentiel

Sur quoi les entreprises françaises peuvent-elles faire reposer leur compétitivité ?

Les entreprises françaises peuvent-elles résister aux entreprises étrangères ?

## Recherche de la compétitivité prix

- Externalisation, inclusion dans un réseau,
- Gains de productivité par rationalisation de la production, innovation de procédé, amélioration de la logistique, intensification du travail,
- Recherche d'économies d'échelle par croissance interne ou externe horizontale,
- Internationalisation,
- ...

## Recherche de la compétitivité hors-prix

- Adaptation à la demande locale,
- Réseau (dont les pôles de compétitivité avec d'autres entreprises et organismes de recherche)
- Recherche développement, innovation de produit,
- Démarche de qualité totale, formation, cercles de qualité, certification de qualité,
- Imposition de normes seule ou par entente licite,
- Intelligence économique, entente illicite, corruption,
- ...

## Conclusion

En dehors du résumé, de multiples élargissements acceptables : Y a-t-il encore des entreprises françaises ? Quel rôle l'Etat national peut-il jouer pour créer un environnement favorable à la productivité des entreprises locales ? Quel rôle peut jouer l'UE ?...

Autres plans possibles

- facteurs internes
- facteurs externes